

15 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la construction européenne, à Bruxelles le 15 mai 2013.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, j'ai répondu ce matin à l'invitation que m'avait lancé il y a déjà plusieurs semaines, le président de la Commission européenne et j'ai donc rencontré le « Collège ». C'est-à-dire l'ensemble des Commissaires européens.

Cela faisait 16 ans je crois, 1997, quand président de la République française s'était rendu à une réunion de la Commission. 16 ans. Je voulais donc rattraper le temps perdu.

J'ai d'ailleurs dit aux Commissaires européens que j'étais même prêt, l'année prochaine, pas forcément le 15 mai, car je ne voudrais pas qu'il y ait un rite d'anniversaire, ici, à la Commission pour rappeler que j'ai été investi un 15 mai Président de la République, mais que j'étais donc prêt à venir régulièrement devant la Commission. Pour plusieurs raisons :

La première, c'est pour marquer l'attachement que je porte aux Institutions européennes. Au mois de février, j'étais devant le Parlement européen, aujourd'hui, je suis devant la Commission. Car nous avons besoin d'Europe, nous avons besoin de la méthode communautaire, celle qui a été inventée pour que notre continent puisse avancer. C'est parce qu'il est en difficulté, notre continent, que nous avons encore besoin davantage d'Europe et de méthode communautaire.

La seconde raison, c'est qu'il y a un bilan à tirer de ces derniers mois, de ce qui a été fait pour sortir la zone euro de la crise, pour mettre l'Union européenne sur de bons rails, sur le plan financier, et je voulais en remercier la Commission, qui a joué son rôle avec les chefs d'Etat et de Gouvernement et aussi avec la Banque Centrale Européenne.

Plusieurs grandes décisions ont été prises depuis un an : le Pacte de croissance, c'était au Conseil européen du mois de juin et le mécanisme européen de stabilité qui a été ratifié en même temps que le pacte budgétaire européen.

Il y a eu des efforts pour que la Grèce puisse rester dans la zone euro et c'est la raison pour laquelle aujourd'hui la zone euro a retrouvé une stabilité et la confiance. A tel point, le président BARROSO l'a rappelé, que les taux d'intérêts ont partout baissé. Plus dans les pays au cur, mais aussi dans les pays qui étaient les plus menacés par la spéculation il y a un an.

Nous avons même introduit à quelques pays une taxe sur les transactions financières. Et il y a eu l'Union bancaire, décidée, engagée.

Si nous avons été capables de faire tous ces choix, d'approfondir l'Union économique et monétaire pour sortir de la crise financière, nous devons aujourd'hui faire les mêmes efforts pour sortir l'Europe de la récession. Car elle est en récession, nous en avons eu la confirmation. Elle l'est depuis plusieurs mois, pour certains pays depuis plusieurs années. Tous les Etats membres sont touchés. La France, comme les autres, moins que les autres, mais comme les autres.

Notre seule ambition doit être la croissance. La croissance d'aujourd'hui et de demain. Cette croissance, elle ne viendra pas d'un abandon des règles ou des disciplines. Ce n'est pas plus de déficit qui fait plus de croissance. Ce qui est vrai, c'est que, moins de déficit très vite, cela fait très vite moins de croissance.

Je salue le pragmatisme de la Commission européenne de considérer que les Etats membres qui ne sont pas encore en dessous de la règle des 3%, pour leur déficit budgétaire puissent atteindre avec un rythme différent ce même objectif. Parce que cela donnera plus de souplesse et permettra plus d'initiatives, mais à une condition : c'est que le temps qui est donné - et je salue le délai qui a été accordé à la France - le temps qui est donné doit être mis au service de réformes

ueil qui a été accordée à la France - le temps qui est donné doit être mis au service de réformes, de compétitivité et donc de croissance.

La France, si elle a pu obtenir ce délai, c'est parce qu'elle a réussi, notamment depuis un an - et cela vaudra pour l'année 2013 aussi, c'est-à-dire 2 ans - à faire les efforts de réduction de son déficit structurel. Si je veux prendre les 4 dernières années, nous allons atteindre 4% de réduction du déficit structurel, dont la moitié depuis que je suis élu. Et c'est parce qu'il y a eu cet effort qu'il y a cette confiance.

Nous avons, nous en France, engagé des réformes de compétitivité : le pacte de compétitivité, la réforme du marché du travail. Et nous allons continuer. Nous allons poursuivre, non pas parce que l'Europe nous le demanderait, mais parce que c'est l'intérêt de la France. Et parce que le problème de l'Europe, c'est qu'il y a des écarts de compétitivité, et notamment dans la zone euro, qui empêchent qu'il y ait cette cohérence dans la politique économique. Ce n'est pas tant les déficits budgétaires bien sûr, qu'il faut corriger que les déficits de compétitivité qu'il faut résorber. Le président BARROSO a dit qu'il faut rattraper vingt ans en France. C'est parce qu'il a une vision rétrospective longue et qu'il voulait ne pas prendre parti et entraîner toutes les majorités précédentes. Mais c'est vrai qu'il y a un écart de compétitivité qui s'est créé ces dernières années. Et donc la responsabilité, ma responsabilité, c'est de prendre, avec le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, les décisions pour la croissance et pour la compétitivité, et je l'ai rappelé devant le Collège des Commissaires.

Sur le plan européen, nous avons aussi à agir pour la croissance. Ce qui veut dire, d'abord, pour l'emploi des jeunes et je rappelle que, dans le cadre financier européen, il y a six milliards d'euros qui ont été dégagés sur la proposition de la Commission et du président VAN ROMPUY pour que nous puissions agir pour l'emploi des jeunes.

Mais nous devons faire davantage, et notamment ce sur quoi nous avons échangé entre nous au cours de ce déjeuner :

- une politique industrielle. Aussi bien des secteurs comme l'aéronautique et l'automobile que des nouvelles technologies. C'est cela le rôle de l'Europe. Elle doit veiller à la concurrence mais elle doit aussi donner l'impulsion nécessaire, et la France y prendra toute sa part.
- la politique énergétique. Je veux que ce soit un domaine d'action majeur pour l'Europe : énergies renouvelables, action sur les prix, préparation de l'avenir, efficacité énergétique, lutte contre le réchauffement climatique et l'enjeu, là encore, de compétitivité.
- Nous avons aussi évoqué la fiscalité. Parce que l'Europe, sans qu'il en coûte quoi que ce soit au contribuable, peut permettre aux États d'avoir plus de recettes si nous luttons contre la fraude, si nous agissons contre les paradis fiscaux, si nous permettons la bonne application des lois que nous votons - ce qui peut également se faire dans le cadre d'une harmonisation fiscale. La lutte contre la fraude fiscale, c'est donc d'abord la lutte contre les distorsions de concurrence et c'est aussi un moyen de donner aux États des recettes qu'il leur manque aujourd'hui.

Je veux terminer sur deux notations. La première, sur ce qui doit être notre engagement commun. La France est un pays européen, un pays fondateur de l'Europe. La France veut que l'Europe se fasse respecter. L'Europe, c'est la première puissance économique du monde. L'Europe a pu avoir des difficultés - qui ne venaient d'ailleurs pas d'elle au départ - elle est en train de les régler. Et maintenant, elle doit franchir une nouvelle étape.

Notre objectif de croissance, c'est d'abord pour l'emploi, mais c'est aussi pour la préparation de l'avenir. Le président de la Commission européenne avait raison de dire que nous devons redonner espoir, fierté dans l'Europe. Car ce qui nous menace, c'est la désaffection des peuples. Et si les peuples s'éloignent de l'Europe, c'est l'idée européenne même qui disparaîtra. Et ce sont les nationalismes qui prévaudront, avec le rejet de l'autre. L'autre lointain d'abord, plus proche ensuite. C'est pour cela que nous devons avoir une haute conscience de notre responsabilité le jour où est annoncée une récession en Europe qui bien sûr inquiète les peuples européens. Quand l'Europe est capable de prendre des responsabilités, et cela a été le cas au Mali avec l'intervention de la France appuyée par l'Europe, elle est respectée et attendue. Et c'est ce que nous allons constater pour la conférence dont nous allons assurer la conclusion, le président BARROSO et moi-même.

Un dernier mot sur la culture. La culture, ce n'est pas une obsession française. La culture, ce n'est pas non plus une prérogative européenne. La culture, ce sont des créations que tous les continents, que tous les peuples portent. Quand nous parlons d'exception culturelle, ce n'est pas une exception pour la France ou une exception pour l'Europe : c'est d'avoir le maintien de mécanismes de financement, de soutien à la création, de protection des œuvres, qui permettent à l'Europe, mais aussi au monde, de vivre avec cette belle idée que nous pouvons encore inventer, que nous pouvons donner du bonheur, de l'espoir et de la fierté aux Européens et, au-delà des Européens, au monde entier. C'est pourquoi je suis très attaché à l'exception culturelle qui pour moi est un principe fondamental, j'ai entendu ce que dit le président BARROSO sur cette exception culturelle, qui ne peut pas être négociée dans l'accord commercial.